

Communiqué pour la défense de la liberté académique au Paraguay

Mai 2021

Considérations

1. Le 20 mars 2021, le CADEP (Centro de Análisis y Difusión de la Economía Paraguaya), un important groupe de réflexion économique du Paraguay, a publié une étude intitulée *Tobacco Oversupply in Paraguay and its Cross-Border Impacts*. L'étude a été menée conjointement avec le Health Policy Center de l'Université de l'Illinois – Chicago et financée par Bloomberg Philanthropies. Le CADEP a une longue trajectoire et une reconnaissance établie pour ses recherches en sciences sociales, au niveau national et international. En outre, le CADEP a toujours montré son engagement en faveur de la consolidation démocratique au Paraguay.
2. En réponse à la publication du rapport et à la critique de ses conclusions, le 30 avril 2021, l'Unión Tabacalera del Paraguay a poursuivi le CADEP et un juge lui a ordonné de remettre sa base de données et tous les protocoles et matériels de recherche connexes pour examen judiciaire. L'accusation est que les chercheurs du CADEP sont pénalement responsables de ne pas avoir informé les autorités de l'évasion fiscale signalée dans leurs recherches.
3. Le président de l'Unión Tabacalera del Paraguay est le bras droit de l'ancien président Horacio Cartes, qui possède la plus grande entreprise de tabac du Paraguay, TABESA (Tabacalera del Este S.A.). Les observateurs indépendants s'accordent à considérer Cartes comme l'homme le plus puissant du Paraguay en raison de son immense fortune et de son pouvoir politique, ainsi que de ses liens profonds et de son influence au sein du pouvoir judiciaire.

Déclaration de la LASA

1. La production, l'élaboration et la publication de rapports fondés sur des preuves et leurs conclusions sont essentielles dans la recherche académique. Menacer les institutions académiques et les chercheurs de poursuites judiciaires pour leurs activités légitimes constitue un cas évident d'intimidation et une tentative de restreindre la liberté académique. Il s'agit également d'une menace puissante et inacceptable pour les universitaires qui pourraient vouloir faire des recherches sur cette question ou sur des questions similaires à l'avenir.
2. Dans une société libre, un rapport académique est critiqué ou réfuté par un autre rapport académique lorsque de nouvelles preuves le justifient. Dans le milieu académique, il n'y a pas de place pour les actions en justice qui mettent en danger le bien-être, voire la liberté, des chercheurs. Dans une démocratie, les juges ne jugent pas les travaux universitaires. Le milieu académique et son processus d'évaluation par les pairs le font, en fonction de leurs mérites scientifiques.

3. L'action en justice dont le CADEP a fait l'objet porte gravement atteinte à la liberté académique et inflige un coup dévastateur aux chercheurs qui s'intéressent aux questions de santé publique ou qui publient des rapports critiquant de puissants intérêts commerciaux. Elle met en danger le fonctionnement de la démocratie en cherchant à faire taire la société civile.

4. La LASA exprime son inquiétude face à cette grave atteinte à la liberté académique et demande l'arrêt immédiat de cette action en justice. Tous les débats sur les conclusions de ce rapport, ou de tout autre, doivent être menés dans les forums académiques appropriés, mais pas par la judiciarisation et l'intimidation.

Concernant LASA

L'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus importante association professionnelle au monde, rassemblant des individus et des institutions engagés dans les études sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a un comité qui défend la liberté académique et les droits humains.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

4338 Bigelow Blvd
Pittsburgh, PA 15213
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

